



UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

**DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE COMPTABILITE ET GESTION  
FINANCIERE DE L'UEMOA  
(DESCOGEF)  
SESSION 2021**

**EPREUVE : AUDIT**

**Durée : 2 heures**

**PREMIÈRE PARTIE : QCM DE 14 QUESTIONS (0,5 pts par question soit 7 POINTS SUR 20)**

Une ou plusieurs réponses sont possibles par question

- 1- L'audit est :
  - A. Un examen professionnel.
  - B. Une sorte de vérification.
  - C. Un type de contrôle de gestion.
  - D. Un processus méthodologique.
  
- 2- Nous pouvons parler de risque dans les situations suivantes :
  - A. Absence d'une répartition des tâches.
  - B. Confusion des tâches.
  - C. Évaluation forfaitaire des stocks.
  - D. Sous-effectif du personnel comptable.
  - E. Aucune réponse.
  
- 3- Un auditeur est forcément un :
  - A. Commissaire aux comptes.
  - B. Inspecteur.
  - C. Expert-comptable.
  - D. Professionnel de traitement de l'information.
  
- 4- En matière d'audit légal, l'auditeur est tenu d'une :
  - A. Obligation de détection de fraudes.
  - B. Obligation d'amélioration de la gestion.
  - C. Obligation de moyens.
  - D. Obligation de résultats.
  
- 5- Pour détecter les anomalies, l'auditeur peut faire appel aux outils suivants :
  - A. Des contrôles physiques.
  - B. Des impressions personnelles.
  - C. La revue de vraisemblance.
  - D. La technique de sondage.
  
- 6- Lesquels des éléments ci-dessous, peuvent faire l'objet de confirmation :
  - A. Les créances clients.
  - B. Les provisions pour créances clients.
  - C. Les dettes fournisseurs.
  - D. Les amortissements des immobilisations corporelles.
  
- 7- Un audit opérationnel :
  - A. Vise à évaluer la sincérité et la régularité des documents comptables.
  - B. Vise à assurer le respect des principes comptables.
  - C. Vise à certifier les comptes.
  - D. Aucune réponse.
  
- 8- Les éléments probants sont :
  - A. Des normes.
  - B. Des procédures.
  - C. Des pièces justificatives.
  - D. Des anomalies.
  - E. Des informations basées sur les preuves.

- 9- L'audit interne :
- A. Entre dans le cadre de la politique du contrôle interne.
  - B. Est un audit conseil.
  - C. Est un contrôle prévention.
  - D. Est un examen dépendant.
- 10- Un auditeur est tenu :
- A. D'une obligation de moyens.
  - B. D'une obligation de moyens et de résultats.
  - C. D'une obligation de certification.
  - D. D'une obligation d'amélioration de la gestion.
  - E. Aucune de ces réponses.
- 11- Dans le cadre de la phase de la prise de connaissance générale de l'entité, l'auditeur s'intéresse aux faits suivants :
- A. Confusion des tâches.
  - B. Structure organisationnelle.
  - C. Taux de croissance du secteur d'activité.
  - D. Organigramme.
- 12- L'approche par les risques vise à :
- A. Délimiter les zones à risques.
  - B. Eviter les zones de risques.
  - C. Limiter les zones de risques.
  - D. Déterminer les zones à risques.
- 13- Lors de la phase d'évaluation du contrôle interne, l'auditeur peut mettre en évidence :
- A. L'existence des anomalies dans les comptes.
  - B. Le risque de confusion des tâches.
  - C. L'existence des procédures.
  - D. Le non-respect des procédures.
  - E. Aucune réponse.
- 14- Lors de la phase d'appréciation du contrôle interne, l'auditeur peut mettre en cause :
- A. L'existence des procédures bien élaborées et mal respectées.
  - B. L'existence des procédures mal élaborées et bien respectées.
  - C. L'existence des procédures bien élaborées et mal respectées.
  - D. L'existence des procédures bien élaborées.
  - E. L'existence des procédures bien respectées.

## DEUXIEME PARTIE : QUESTIONS (1 pt par réponse trouvée)

1. À quelle catégorie de mission appartient la mission d'établissement des comptes prévisionnels ? Cette mission fait-elle l'objet d'une norme spécifique ?
2. Définir la mission d'audit des états financiers. À quelle catégorie de mission appartient cette mission selon le cadre conceptuel de l'IFAC? Comment est formulée l'opinion à l'issue de la mission et quel est le niveau d'assurance ?
3. Citer trois circonstances qui pourraient exiger la révision d'une lettre de mission par un commissaire aux comptes.

4. Dans le cadre d'une mission d'examen limité, quel est le niveau d'assurance ? Comment l'opinion est-elle formulée (et est-ce sous forme négative ou positive ?) et quels sont les cinq types de formulation possible de conclusion ?
5. Selon la norme ISAE 3100, quel type de conclusion est-il possible de formuler dans un rapport qui fait suite à une attestation particulière ?

### TROISIEME PARTIE : Cas pratiques (2 points par réponse)

La société KOLDA TRUCKS fabrique des engins de manutention qu'elle commercialise avec une garantie pièces et main d'œuvre de 18 mois. Lors de son intervention, en septembre, le commissaire aux comptes apprend que, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, pour réduire les coûts et améliorer les performances, profitant de deux départs à la retraite, d'un accident du travail et de deux démissions, l'entreprise a supprimé le contrôle qualité sur les matières et composants livrés, et le contrôle qualité sur les produits fabriqués.

Depuis, les phénomènes suivants ont été constatés :

- Les matières et composants défectueux ne sont détectés qu'à l'occasion de réclamations clients, voire d'incidents de production ayant pour conséquences le caractère très tardif des réclamations faites, souvent hors des délais contractuels, auprès des fournisseurs.
- Les demandes d'avoir sont établies systématiquement par les acheteurs, et la comptabilité constate au fur et à mesure des « avoirs fournisseurs à recevoir ».
- Les ingénieurs commerciaux s'opposent aux demandes d'avoir des clients mécontents, et considèrent qu'il n'y a pas lieu de traiter les engins retournés comme des retours clients définitifs.
- Le coût des interventions gratuites du service après ventes au titre de la garantie a, pour les produits fabriqués depuis le 1<sup>er</sup> juillet, augmenté de 37 %.

En vous en tenant simplement aux conséquences énoncées ci-dessus :

- a) dire quelles sont les zones de risques, c'est-à-dire les cycles ou séquences de travail concernés par les phénomènes constatés ;
- b) pour chaque cycle, dire quels sont les risques inhérents ? (justifier votre position) ;
- c) dire comment, à votre avis, d'une manière générale, peut être chiffré un risque inhérent estimé ;
- d) dire ensuite quelles sont, compte tenu de la décision de gestion prise et sur laquelle il n'y a pas lieu de revenir, les mesures que l'entreprise peut avoir prises pour prévenir, détecter et corriger les risques inhérents dont vous avez fait état.